

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service De l'Environnement
Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques

ARRAS, le 08 mars 2019

Courriel : ddtm-participation-public@pas-de-calais.gouv.fr

Décision concernée : projets de réponses aux demandes d'autorisations de retournement de prairies

Période de consultation : du 27 février au 13 mars 2018

Participation du public

Synthèse et réponses aux observations du public

Des projets de réponses aux demandes d'autorisations de retournement de prairies ont été mises à disposition du public du 27 février au 13 mars 2018 conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2013-714 du 05 août 2013.

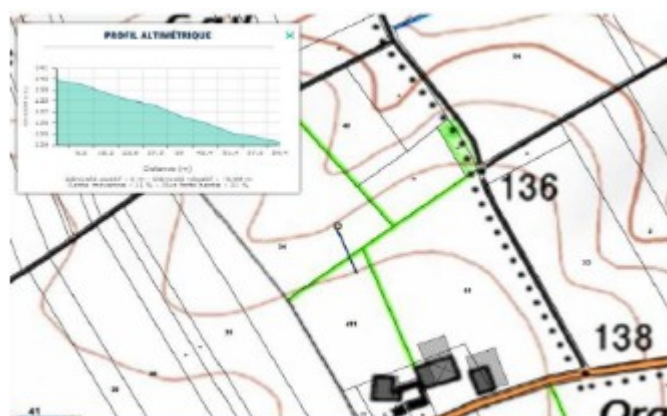
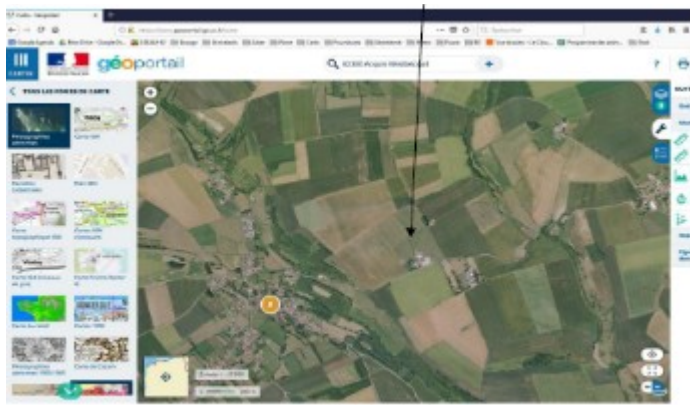
Au cours de cette consultation, deux types d'observations ont été reçues à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais :

- le premier type porte sur des remarques générales concernant la consultation du public, les enjeux que peuvent représenter les prairies,
- le second type d'observations s'intéresse à chaque demande et présente les remarques formulées pour chaque projet de réponse.

Les points évoqués et les réponses apportées pour le premier type d'observations ont été repris dans un premier fichier déposé sur le même répertoire que ce document.

Pour le second type d'observations, les remarques formulées sur les demandes et leurs réponses sont présentées individuellement dans un fichier et ci-dessous pour celles concernant la sollicitation faite à ACQUIN-WESTBECOURT :

Observations formulées	Réponses de l'administration
1_Remarques de M. Marc EVERARD - GDEAM 62	
7_Acquin-Westbécourt Le retournement demandé revient à la suppression du seul bloc de prairies de 10,77 ha existant dans un contexte d'interfluve en milieu très sensible à l'érosion des sols.	



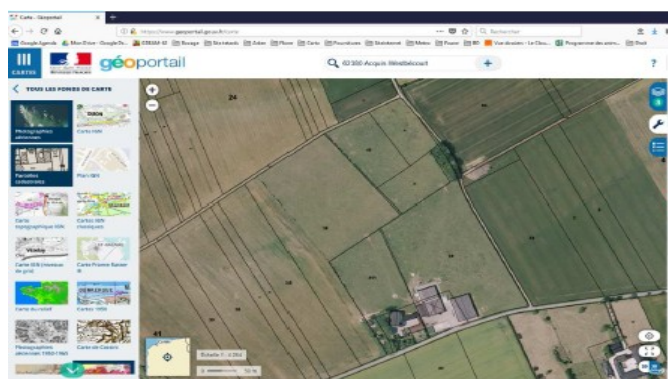
Ces terrains sont à l'amont d'un talweg qui traverse leur partie nord pour faire jonction plus bas avec celui de la vallée Gay.

Sur une partie de l'emprise les pentes sont marquées, comme le montre l'extrait ci-dessus avec une pente de 10% entre deux courbes de niveau. Ce territoire est particulièrement sujet au ruissellement, à l'érosion et aux coulées de boues compte tenu de son altitude et de la nature des sols. Les arrêtés de catastrophe naturelle en témoignent puisque la commune a été concernée par de nombreux arrêtés du type « inondations et coulées de boue » ces dernières années (7/4/88, 29/12/88, 29/12/99, 36/8/00, 1/8/02...).

Il nous paraît inconcevable de permettre le retournement de ce bloc de prairies qui ne fera qu'aggraver les phénomènes dont on déplore déjà les effets.

Sur le plan paysager et biologique

Ces prairies constituent le dernier élément de paysage hors terres cultivées permettant l'expression d'un minimum de biodiversité, notamment grâce à la présence du maillage de **haies qui est homogène.**



► Après vérification sur le terrain, l'îlot va voir son autorisation de retournement de prairie révisée. Pour autant, le reste de la parcelle répond aux critères dérogatoires du Programme d'Actions Régional vis-à-vis du retournement des prairies, notamment pour ce qui concerne la pente maximale à ne pas dépasser. Une nouvelle procédure de consultation du projet de réponse sera réalisée.

► Il est rappelé que l'autorisation délivrée ici ne porte que sur la demande de retournement de prairie permanente.

En aucun cas, cette dernière n'est accompagnée d'une autorisation d'arrachage de haies.

D'un point de vue réglementaire, la préservation des haies peut, quant à elle, être encadrée ou favorisée selon les cas par différentes réglementations et politiques :

- la Politique Agricole Commune (PAC) : au titre de la conditionnalité des aides du premier pilier, l'exploitant demandeur d'aides doit maintenir les éléments topographiques qui peuvent être identifiés sur ses parcelles. Les haies en font bien entendu partie. Le non-respect de cette règle entraîne une réduction des aides demandées sans que leur maintien puisse être exigé.

- le code de l'urbanisme et les documents de planification : certaines haies peuvent être identifiées et reconnues comme présentant un intérêt spécifique pour la commune ou l'intercommunalité et faire l'objet dans ces conditions, d'une attention voire d'une protection là où elles sont implantées. Ces éléments peuvent être repris dans le Plan Local d'Urbanisme ou en l'absence de document d'urbanisme, être réglementés après délibération du conseil municipal et enquête publique, comme le précise l'article L.111-22 du Code de l'Urbanisme.

Sans ce dernier élément, il ne peut être rendu réglementairement obligatoire le maintien des haies.

<p>De plus, la commune est sur le territoire du PNR Caps et marais d'opale sur laquelle les structures paysagères du bocage doivent être préservées selon l'engagement même des signataires de la charte dont l'État.</p> <p>En conclusion, pour ces raisons le retournement ne nous paraît pas souhaitable.</p>	<p>L'agriculteur certifie dans sa demande qu'aucun engagement agro-environnemental avec le PNR n'a été contracté pour cette parcelle.</p>
<p>2_Remarques de M. David FACON naturaliste, adhérent GEDEAM 62, GON 59/62, SBNF, SENF</p>	
<p>PROJET 10 : ACQUIN-WESTBECOURT</p> <p>Le fond de carte IGN indique que l'îlot 1.1 se situe sur un versant, en amont d'un cours d'eau situé à l'est. S'il se trouve dans un secteur où la pente est peu marquée, cela n'implique pas que sa mise en culture soit dépourvue d'effets négatifs. Tout dépend du mode d'occupation du sol des terrains en aval de la parcelle jusqu'au cours d'eau. La pente est beaucoup plus forte. La pointe nord de la parcelle 1.1 aboutit juste à la naissance d'un écoulement intermittent qui dévale la pente jusqu'au cours d'eau en contrebas. L'orientation des courbes de niveau suggère que l'origine de cet écoulement se trouve juste à la confluence de deux pentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au nord, la Vallée du Gay (orientation ouest-est) qui se situe en dehors de la parcelle 1.1. Le fait que ce secteur soit qualifié de «vallée» est explicite ; - au sud, un autre fond sur un axe sud-ouest/nord-est qui traverse la moitié nord de la parcelle 1.1 de part en part. Cette configuration suggère la possibilité de ruissellements en travers de la parcelle 1.1 qui pourraient venir se déverser dans la rivière en contrebas par le biais de l'écoulement intermittent. <p>A noter aussi que ces prairies se situent à moins de 500 m d'une ZNIEFF (n°31-01) / Réserve naturelle réputée pour ses colonies de chauve-souris rares et menacées au niveau régional. L'inventaire ZNIEFF y a recensé 10 espèces de Chiroptères sensibles (déterminantes de ZNIEFF). Rien ne permet de supposer que les spécialistes régionaux des Chiroptères qui connaissent bien ce site aient été consultés sur ce projet de conversion de prairies en cultures et les impacts négatifs éventuels sur la ressource alimentaire et les zones de chasse de ces animaux insectivores. Il est donc indispensable de consulter les gestionnaires de la Réserve naturelle pour s'assurer de l'absence d'impacts du retournement de la prairie et du changement de mode d'exploitation de cet îlot sur les colonies de Chiroptères.</p>	<p>Après vérification sur le terrain, l'îlot va voir son autorisation de retournement de prairie révisée. Pour autant, le reste de la parcelle répond aux critères dérogatoires du Programme d'Actions Régional vis-à-vis du retournement des prairies, notamment pour ce qui concerne la pente maximale à ne pas dépasser. Une nouvelle procédure de consultation du projet de réponse sera réalisée.</p>

Au vu des éléments présentés ici, l'autorisation de retournement de prairie va être réexaminée et une nouvelle procédure de consultation sera menée.